



Terrorisme à “visage humain” : L’histoire des escadrons de la mort des États-Unis

Les escadrons de la mort en Irak et en Syrie. Les racines historiques de la guerre clandestine des États-Unis et de l’OTAN en Syrie.

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 17 janvier 2013

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#),
[Désinformation médiatique](#), [Guerre USA](#)
[OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#), [SYRIE](#)

Image: Escadrons de la mort du Salvador

Le recrutement d’escadrons de la mort relève d’un programme bien établi de l’armée et des services de renseignement. L’histoire des assassinats ciblés ainsi que du financement et de l’appui clandestins à des brigades terroristes par les États-Unis est longue, macabre et remonte à la guerre du Vietnam.


Alors que les forces gouvernementales continuent à confronter l’« Armée syrienne libre » (ASL) autoproclamée, les racines historiques de la guerre clandestine occidentale en Syrie, laquelle a provoqué de nombreuses atrocités, doit être entièrement révélée.

Dès le début en mars 2011, les États-Unis et leurs alliés ont soigneusement planifié et soutenu la formation d’escadrons de la mort et l’incursion de brigades terroristes.

Le programme de recrutement et la formation de brigades terroristes à la fois en Irak et en Syrie ont été calqués sur « l’option Salvador », un « modèle terroriste » de massacres commis par des escadrons de la mort soutenus par les États-Unis en Amérique centrale. Cette option a d’abord été appliquée au Salvador, au plus fort de la résistance contre la dictature militaire, entraînant la mort d’environ 75 000 personnes.

La formation d’escadrons de la mort en Syrie s’inspire de l’histoire et de l’expérience des brigades terroristes en Irak appuyées par les États-Unis dans le cadre du programme de « contre-insurrection » du Pentagone.

La création d’escadrons de la mort en Irak

 Les escadrons de la mort soutenus par les États-Unis ont été recrutés en Irak en 2004-2005 dans le cadre d’une initiative lancée sous la direction de l’ambassadeur étasunien John Negroponte [image à droite], envoyé à Bagdad par le département d’État en juin 2004.

Negroponte était « l’homme de la situation ». À titre d’ambassadeur au Honduras de 1981 à 1985, Negroponte a joué un rôle clé dans l’appui et la supervision des Contras du Nicaragua,

établis au Honduras, et le contrôle des escadrons de la mort de l'armée hondurienne.

« Sous le règne du général Gustavo Alvarez Martinez, le gouvernement militaire du Honduras a été un proche allié du gouvernement Reagan tout en faisant « disparaître » des dizaines d'opposants politiques à la manière classique des escadrons de la mort.

En janvier 2005, le Pentagone, a confirmé qu'il envisageait :

[F]ormer des commandos de combattants kurdes et chiites pour cibler des chefs de l'insurrection irakienne [Résistance] dans un changement stratégique emprunté à la lutte des États-Unis contre les guérilleros gauchistes en Amérique centrale il y a 20 ans ».

En vertu de la soi-disant « option Salvador », les forces étasuniennes et irakiennes seraient envoyées pour tuer ou enlever des chefs de l'insurrection, même en Syrie, où l'on croit que certains se cachent [...]

Les commandos seraient controversés et demeureraient probablement secrets.

À l'heure actuelle, l'expérience des « escadrons de la mort » en Amérique centrale est toujours douloureuse pour bien des gens et a contribué à souiller l'image des États-Unis dans la région.

À l'époque, l'administration Reagan a financé et formé des équipes de forces nationalistes afin de neutraliser les chefs rebelles salvadoriens et leurs sympathisants [...]

John Negroponte, l'ambassadeur étasunien à Bagdad, était alors à l'avant plan comme ambassadeur au Honduras de 1981 à 1985.

Les escadrons de la mort étaient une caractéristique brutale de la politique latino-américaine de l'époque [...]

Au début des années 1980 l'administration du président Reagan finançait et aidait à former les Contras nicaraguayen situés au Honduras dans le but de chasser le régime sandiniste du Nicaragua. L'équipement des Contras était acheté avec de l'argent provenant de la vente illégale d'armes étasuniennes à l'Iran, un scandale qui aurait pu renverser M. Reagan.

Le but de la proposition du Pentagone en Irak, [...] est de suivre ce modèle [...]

Il est difficile de dire si l'objectif principal des missions serait d'assassiner les rebelles ou de les enlever pour les interroger. Toute mission en Syrie serait probablement entreprise par des Forces spéciales étasuniennes.

On ignore également qui assumerait la responsabilité d'un tel programme - le Pentagone ou la Central Intelligence Agency (CIA). De telles opérations clandestines ont traditionnellement été dirigées par la CIA, indépendamment de l'administration, donnant la possibilité aux représentants officiels étasuniens de nier être au courant de leur existence. ([El Salvador-style 'death squads' to be deployed by US against Iraq militants - Times Online](#), 10 janvier 2005, c'est l'auteur qui souligne.)

Alors que le but affiché de « l'option Salvador irakienne » était de « supprimer l'insurrection », les brigades terroristes parrainées par les États-Unis étaient impliquées en pratique dans des massacres successifs de civils en vue de fomenter de la violence interconfessionnelle. La CIA et le MI6 supervisaient pour leur part des unités d'« Al-Qaïda en Irak » impliquées dans des assassinats ciblés contre la population chiite. Fait significatif, les escadrons de la mort étaient intégrés et conseillés par des Forces spéciales étasuniennes.

Robert Stephen Ford, nommé ultérieurement ambassadeur des États-Unis en Syrie, était membre de l'équipe de Negroponte à Bagdad en 2004-2005. En janvier 2004 il a été envoyé à titre de représentant étasunien dans la ville chiite de Najaf, le bastion de l'armée Mahdi avec laquelle il a pris contact.

En janvier 2005, Robert S. Ford a été nommé conseiller du ministre pour les affaires politiques à l'ambassade étasunienne, sous la direction de l'ambassadeur John Negroponte. Il ne faisait pas seulement partie du cercle restreint de Negroponte, il était aussi son partenaire dans la mise en œuvre de l'option Salvador. Une partie du travail de terrain avait été effectuée à Najaf avant le transfert de Ford à Bagdad.



John Negroponte et Robert Stephen Ford ont été chargés du recrutement des escadrons de la mort irakiens. Alors que Negroponte coordonnait l'opération à partir de son bureau à l'ambassade des États-Unis, Robert S. Ford, qui parle couramment l'arabe et le turc, avait la tâche d'établir des contacts stratégiques avec les milices chiites et kurdes à l'extérieur de la « zone verte ».

Deux autres représentants de l'ambassade, à savoir Henry Ensher (adjoint de Ford) ainsi qu'un représentant plus jeune de la section politique, Jeffrey Beals, ont joué un rôle important dans l'équipe Negroponte « en discutant avec un éventail d'Irakiens, incluant des extrémistes ». (Voir *The New Yorker*, 26 mars 2007) L'ancien ambassadeur étasunien en Albanie (2002-2004), James Franklin Jeffrey, est un autre individu clé de l'équipe Negroponte. En 2010, il a été nommé ambassadeur des États-Unis en Irak (2010-2012).

Negroponte a également amené dans l'équipe un de ses anciens collaborateurs du temps de son apogée au Honduras, le colonel James Steele (à la retraite) :

Dans le cadre de « l'option Salvador » Negroponte était assisté par son collègue des années 1980 en Amérique centrale, le colonel à la retraite James Steele. Steele, dont le titre à Bagdad était conseiller pour les Forces de sécurité irakiennes, supervisait la sélection et la formation de membres de l'organisation Badr et de l'armée Mehdi, les deux plus grandes milices shiite en Irak, afin de cibler les dirigeants et d'appuyer des réseaux de résistance principalement sunnites. On ignore si cela a été planifié ou non, mais ces escadrons de la mort ont rapidement échappé à tout contrôle, et sont devenus la première cause de décès en Irak.

Que cela soit intentionnel ou non, la multitude de corps torturés et mutilés qui

aboutissent dans les rues de Bagdad chaque jour est générée par les escadrons de la mort propulsés par John Negroponte. Et c'est cette violence interconfessionnelle soutenue par les États-Unis qui a mené à ce désastre infernal qu'est l'Irak aujourd'hui. (Dahr Jamail, [Managing Escalation: Negroponte and Bush's New Iraq Team.](#), Antiwar.com, 7 janvier 2007.)

✘ [Selon le député Dennis Kucinich](#), « le colonel Steele était responsable de la mise en œuvre d'un plan au Salvador dans le cadre duquel des milliers de Salvadoriens sont « disparus » ou ont été assassinés, dont l'archevêque Oscar Romero et quatre religieuses étasuniennes ».

Dès sa nomination à Bagdad, le colonel Steele a été assigné à une unité de contre-insurrection connue sous le nom de « Commando spécial de police » dirigée par le ministère irakien de l'Intérieur. ([Voir ACN, La Havane, 14 juin 2006.](#))

Des reportages confirment que « l'armée étasunienne a transféré de nombreux prisonniers à la Brigade des loups (Wolf Brigade), le second bataillon redouté des commandos spéciaux du ministère de l'Intérieur », lequel était justement supervisé par le colonel Steele :

« Des soldats et des conseillers étasuniens se tenaient à l'écart et ne faisaient rien » pendant que des membres de la Brigade des loups battaient et torturaient les prisonniers. Les commandos du ministère de l'Intérieur ont pris le contrôle de la bibliothèque publique à Samarra et l'ont transformée en centre de détention, a-t-il affirmé. Une entrevue menée par Maass [du New York Times] en 2005 à la prison improvisée en compagnie du conseiller militaire étasunien de la Brigade des loups, le colonel James Steele avait été interrompue par les cris terrifiants d'un prisonnier à l'extérieur. Steele aurait été employé auparavant comme conseiller pour réprimer l'insurrection au Salvador. (*Ibid.* C'est l'auteur qui souligne.)

Une autre figure notoire ayant joué un rôle dans le programme de contre-insurrection en Irak est l'ancien commissaire de la police de New York Bernie Kerik [photo : Bernie Kerik à l'Académie de police de Bagdad avec des gardes du corps]. En 2007, il a fait face à 16 chefs d'accusation criminelles devant la Cour fédérale.



Kerik a été nommé par l'administration Bush au début de l'occupation en 2003 pour aider à organiser et former les Forces policières irakiennes. Durant son court passage en 2003, Bernie Kerik, qui a pris le poste de ministre de l'Intérieur par intérim, a œuvré à l'organisation d'unités terroristes au sein des Forces policières irakiennes :

Envoyé en Irak pour remettre les forces de sécurité irakiennes à l'ordre, Kerik se décrivait comme « ministre irakien de l'intérieur par intérim ». Les conseillers de la police britannique l'appelaient « le Terminator de Bagdad ». ([Salon](#), 9 décembre 2004, C'est

l'auteur qui souligne.)

Sous la direction de Negroponte à l'ambassade des États-Unis à Bagdad, une vague clandestine de meurtres de civils et d'assassinats ciblés a été déclenchée. Des ingénieurs, des médecins, des scientifiques et des intellectuels étaient également ciblés.

[L'auteur et analyste géopolitique Max Fuller a documenté en détail](#) les atrocités commises dans le cadre du programme de contre-insurrection financé par les États-Unis.

L'apparition des escadrons de la mort a d'abord été soulignée en mai cette année [2005], [...] des dizaines de corps ont été trouvés, jetés nonchalamment [...] dans des zones inhabitées autour de Bagdad. Toutes les victimes portaient des menottes, avaient les yeux bandés et avaient été tuées d'une balle dans la tête. Des signes indiquaient par ailleurs que de nombreuses victimes avaient été brutalement torturées [...]

Les preuves étaient suffisamment concluantes pour que l'Association des chercheurs musulmans (AMS), une importante organisation sunnite, publie une déclaration dans laquelle elle accuse les forces de sécurité attachées au ministère de l'Intérieur et à la Brigade Badr, l'ancien bras armé du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), d'être à l'origine des meurtres. L'Association a par ailleurs accusé le ministère de l'Intérieur de faire du terrorisme d'État. ([Financial Times](#))

Les commandos de police et la Brigade des loups étaient supervisés par le programme de contre-insurrection étasunien du ministère irakien de l'Intérieur :

Les commandos de police ont été formés sous la tutelle expérimentée et la supervision d'anciens combattants étasuniens de la contre-insurrection et ont mené, dès le départ, des opérations conjointes avec les unités d'élite et extrêmement secrètes des forces spéciales étasuniennes. ([Reuters](#), [National Review Online](#))

[...] James Steele, un ancien agent des forces spéciales des États-Unis a joué un rôle clé dans la formation des Commandos spéciaux de la police. James Steele a fait ses premières armes au Vietnam avant d'aller diriger la mission des États-Unis au Salvador à l'apogée de la guerre civile.

Steven Casteel est un autre collaborateur étasunien, celui-là même qui, à titre de conseiller principal du ministère de l'Intérieur, a balayé du revers de la main des accusations graves et bien fondées de violation consternantes des droits humains en les qualifiant de « rumeurs et insinuations ». À l'instar de Steele, il a acquis une expérience considérable en Amérique latine, en participant en ce qui le concerne à la chasse au baron de la cocaïne, Pablo Escobar, lors de la guerre contre la drogue en Colombie dans les années 1990 [...]

La feuille de route de Casteel est significative car ce genre de rôle de soutien à la collecte de renseignement et la production de listes de décès sont caractéristiques de l'implication des États-Unis dans des programmes de contre-insurrection et constituent le fil conducteur sous-jacent à des folies meurtrières qui peuvent sembler aléatoires et désordonnées.

De tels génocides planifiés correspondent entièrement à ce qui se passe en Irak aujourd'hui [2005]. Ils correspondent également au peu d'information dont nous disposons à propos des Commandos spéciaux de la police, faits sur mesure pour fournir

au ministère de l'Intérieur des forces spéciales ayant une capacité de frappe ([Département de la défense des États-Unis](#)). En conservant ce rôle, le quartier général du Commando de la police est devenu la plaque tournante nationale d'un centre de commandement, de contrôle, de communication, d'informatique et d'opérations de renseignement, de gracieuseté des États-Unis. (Max Fuller, *op. cit.*)

Le travail préparatoire effectué sous Negroponte en 2005 a été mis en pratique sous son successeur, l'ambassadeur Zalmay Khalilzad. Robert Stephen Ford a assuré la continuité du projet avant d'être nommé ambassadeur en Algérie en 2006, ainsi qu'à son retour à Bagdad comme chef de mission adjoint en 2008.

Opération « Contrats syriens »: Leçons de l'expérience irakienne

L'horrible version irakienne de l'« option Salvador » sous la direction de l'ambassadeur John Negroponte a servi de « modèle » à la mise sur pied des Contrats de l'« Armée syrienne libre ». Robert Stephen Ford a été sans aucun doute impliqué dans l'implantation du projet des Contrats syriens, à la suite de sa réaffectation à Bagdad comme chef de mission adjoint en 2008.

Le but en Syrie était de créer des divisions entre les factions sunnites, alaouites, chiites, kurdes, druzes et chrétiennes. Alors que le contexte syrien est complètement différent de celui de l'Irak, il existe des similitudes frappantes dans la manière dont les tueries et les atrocités sont commises.

Un reportage publié par *Der Spiegel* sur les atrocités commises dans la ville syrienne de Homs confirme l'existence d'un processus sectaire organisé de massacres et d'exécutions extrajudiciaires comparables à ceux menés par les escadrons de la mort soutenus par les États-Unis en Irak.

À Homs, les citoyens étaient régulièrement catégorisés comme « prisonniers » (chiites, alaouites) et « traîtres ». Les « traîtres » sont des civils sunnites situés dans les zones urbaines occupées par les rebelles et qui expriment leur désaccord ou leur opposition au règne de la terreur de l'ASL.

Depuis l'été dernier [2011], nous avons exécuté un peu moins de 150 hommes, ce qui représente environ 20 % de nos prisonniers », a déclaré Abu Rami [...] Mais les traîtres dans leurs propres rangs ont occupé les bourreaux de Homs plus que les prisonniers de guerre. « Si nous surprenons un sunnite en train d'espionner ou si un citoyen trahit la révolution, nous faisons ça rapidement », a dit le combattant. Selon Abu Rami, la brigade d'enterrement d'Hussein a mis à mort entre 200 et 250 traîtres depuis le début du soulèvement. ([Der Spiegel](#), 30 mars 2012)

Le projet nécessite un programme initial de recrutement et de formation de mercenaires. Des escadrons de la mort incluant des unités salafistes libanaises et jordaniennes sont entrés en Syrie par sa frontière méridionale avec la Jordanie à la mi-mars 2011. Une bonne partie du travail préparatoire était déjà effectué à l'arrivée de Robert Stephen Ford à Damas en janvier 2011.



L'ambassadeur Ford à Hama au début juillet 2011

La nomination de Ford comme ambassadeur en Syrie a été annoncée au début 2010. Les relations diplomatiques avaient été interrompues en 2005 à la suite de l'assassinat de Rafick Hariri et pour lequel Washington avait accusé la Syrie. Ford est arrivé à Damas à peine deux mois avant le début de l'insurrection.

L'Armée syrienne libre (ASL)



Washington et ses alliés ont répliqué en Syrie les caractéristiques essentielles de l'« option Salvador irakienne », menant à la création de l'Armée syrienne libre et ses diverses factions terroristes, dont les brigades Al-Nosra affiliées à Al-Qaïda.

Bien que la création de l'ASL ait été annoncée en juin 2011, le recrutement et la formation des mercenaires étrangers a débuté bien avant.

À bien des égards, l'ASL est un écran de fumée. Les médias occidentaux la présente comme une véritable entité militaire résultant des défections massives des forces gouvernementales. Le nombre de déserteurs n'était toutefois ni significatif ni suffisant pour établir une structure militaire cohérente avec des fonctions de commandement et de contrôles.

L'ASL ne constitue pas une entité militaire professionnelle. Il s'agit plutôt d'un réseau informel de brigades terroristes distinctes, composées de nombreuses cellules paramilitaires opérant dans différentes parties du pays.

Chacune de ces organisations opère indépendamment des autres. L'ASL n'exerce pas véritablement de fonctions de commandement et de contrôle, dont la liaison entre ces diverses entités paramilitaires. Ces dernières sont contrôlées par les forces spéciales et les agents du renseignement parrainés par les États-Unis et l'OTAN et intégrés aux rangs des formations terroristes sélectionnées.

Ces forces spéciales sur le terrain (bien entraînées et dont bon nombre sont des employés d'entreprises privées de sécurité) sont régulièrement en contact avec les unités de commandement de l'armée et du renseignement des États-Unis, de l'OTAN et leurs alliés (dont la Turquie). Il n'y a pas de doute que ces forces spéciales intégrées sont elles aussi impliquées dans les attaques soigneusement planifiées et dirigées contre des édifices gouvernementaux, des complexes militaires, etc.

Les escadrons de la mort sont des mercenaires entraînés et recrutés par les États-Unis, l'OTAN, leurs alliés du Conseil de coopération du Golfe et la Turquie. Ils sont supervisés par des forces spéciales alliées (dont les SAS britanniques et les parachutistes français) et des firmes de sécurité privées à contrat avec l'OTAN et le Pentagone. À cet égard, des reportages confirment [l'arrestation par le gouvernement syrien de 200 à 300 employés d'entreprises privées de sécurité](#) ayant intégré les rangs rebelles.

Le Front Jabhat Al-Nosra



Le Front Jabhat Al-Nosra, responsable de plusieurs attaques à la bombe très médiatisées et qui serait affilié à Al-Qaïda, est décrit comme le groupe de combattant le plus efficace de « l'opposition ». Les opérations d'Al-Nosra, considéré comme un ennemi des États-Unis (figurant sur la liste des organisations terroristes du département d'État), portent néanmoins les empreintes de la formation paramilitaire, des tactiques de terreur et des systèmes d'armes étasuniens. Les atrocités commises contre des civils par Al-Nosra (financé clandestinement par les États-Unis et l'OTAN) sont semblables à celles perpétrées par les escadrons de la mort soutenus par les États-Unis en Irak.

Pour citer le [chef d'Al-Nosra à Alep, Abu Adnan](#) : «Jabhat Al-Nosra compte dans ses rangs des vétérans syriens de la guerre en Irak, des hommes qui mettent de l'avant leur expérience en Syrie, particulièrement dans la fabrication d'engins explosifs improvisés (EEI).

Comme en Irak, la violence entre factions et le nettoyage ethnique ont été fortement encouragés. En Syrie, les escadrons de la mort soutenus par les États-Unis et l'OTAN ont ciblé les communautés alaouites, shiite et chrétiennes. Les communautés alaouites et chrétiennes sont les principales cibles du programme d'assassinat et cela est confirmé par l'agence de nouvelles du Vatican.

Les chrétiens d'Alep sont victimes de la mort et de la destruction causées par les

combats qui affectent la ville depuis des mois. Les quartiers chrétiens ont récemment été frappés par les forces rebelles qui luttent contre l'armée régulière, causant l'exode des civils.

Certains groupes de la brutale opposition, où se trouvent également des djihadistes « tirent sur des maisons et des édifices appartenant à des chrétiens pour forcer les occupants à fuir et en prendre possession [nettoyage ethnique] » (Agence Fides, 19 octobre 2012.)

« Les militants salafistes, a déclaré l'évêque, continuent à commettre des crimes contre les civils et à contraindre des gens à se battre. Les extrémistes sunnites fanatiques mènent fièrement une guerre sainte, particulièrement contre les alaouites. Lorsque des terroristes cherchent à vérifier l'identité religieuse d'un suspect, ils lui demandent de citer la généalogie en remontant jusqu'à Moïse et de réciter une prière que les alaouites ont abandonné. Les alaouites n'ont aucune chance de s'en sortir vivants. » (Agence Fides, 4 juin 2012.)

Des reportages confirment le flot d'escadrons de la mort salafistes et affiliés à Al-Qaïda entrant en Syrie sous les auspices des Frères musulmans dès le début de l'insurrection en mars 2011.

De plus, rappelant l'enrôlement des moudjahidines pour mener le djihad (guerre sainte) de la CIA à l'apogée de la guerre soviéto-afghane, l'OTAN et le haut commandement turc ont initié, selon des sources du renseignement israélien :

[U]ne campagne de recrutement de volontaires musulmans dans les pays du Moyen-Orient et du monde musulman pour se battre aux côtés des rebelles syriens. L'armée turque hébergerait et formerait ces volontaires et assurerait leur passage en Syrie. ([DEBKAFfile](#), NATO to give rebels anti-tank weapons, 14 août 2011.)

Les entreprises privées de sécurité et le recrutement de mercenaires



Selon les reportages, les entreprises privées de sécurité œuvrant dans les pays du Golfe sont impliquées dans le recrutement et la formation de mercenaires.

Bien qu'ils ne soient pas spécifiquement destinés au recrutement de mercenaires destinés à la Syrie, certains reportages indiquent la création de camps d'entraînement au Qatar et aux Émirats arabes unis. (EAU).

Dans la ville militaire de Zayed (EAU), « [une armée secrète est en train de se former](#) », dirigée par Xe Services, anciennement connu sous le nom de Blackwater. L'entente des

EAU visant la création de camps militaires pour la formation des mercenaires a été signée en juillet 2010, neuf mois avant les offensives guerrières en Libye et en Syrie.

Selon des informations récentes, des firmes de sécurité à contrat avec l'OTAN et le Pentagone sont impliquées dans la formation des escadrons de la mort de l'« opposition » sur l'utilisation d'armes chimiques :

Les États-Unis et certains alliés européens utilisent des entrepreneurs à contrat avec la Défense pour apprendre aux rebelles syriens à sécuriser les stocks d'armes chimiques en Syrie, ont déclaré un représentant des États-Unis et plusieurs diplomates de haut rang dimanche à CNN. ([CNN Report](#), 9 décembre 2012.)

Les noms des entreprises en question n'ont pas été révélés.

Derrière les portes closes du département d'État des États-Unis

Robert Stephen Ford faisait partie d'une petite équipe du département d'État supervisant le recrutement et la formation des brigades terroristes avec Derek Chollet et Frederic C. Hof, un ancien partenaire d'affaires de Richard Armitage, ayant agi à titre de « coordonateur spécial de Washington pour la Syrie ». Derek Chollet a récemment été nommé au poste de secrétaire adjoint à la Défense et coordonateur pour les Affaires de sécurité internationale (ASI).

Cette équipe agissait sous la direction de (l'ancien) secrétaire d'État adjoint aux Affaires du Proche-Orient Jeffrey Feltman.

L'équipe de Feltman était étroitement liée au processus de recrutement et de formation des mercenaires en provenance de la Turquie du Qatar, de l'Arabie Saoudite et de la Libye (gracieuseté du régime post-Kadhafi qui a envoyé [en Syrie six cent troupes du Groupe islamique combattant en Libye \(GICL\)](#) en les faisant passer par la Turquie dans les mois ayant précédé l'effondrement du gouvernement de Kadhafi.)

Le secrétaire d'États adjoint Jeffrey Feltman était en contact avec les ministres saoudien et qatari des Affaires étrangères, le prince Saud al-Faisal et le cheik Hamad bin Jassim. Il était aussi en charge du bureau de Doha pour la « coordination spéciale de la sécurité » lié à la Syrie et qui incluait des représentants de la Libye et des agences de renseignement occidentales et du CCG. Le prince Bandar bin Sultan, membre éminent et controversé du renseignement saoudien faisait également partie du groupe. ([Voir Press Tv](#), 12 mai 2012.)



En juin 2012, Jeffrey Feltman (image) a été nommé Secrétaire général adjoint aux affaires politiques de l'ONU, un poste stratégique consistant, en pratique, à établir le programme de l'ONU (pour le compte de Washington) relatif à la « résolution de conflit » dans divers « points chauds » à travers le monde (incluant la

Somalie, le Liban, la Libye, la Syrie, le Yémen et le Mali). Ironiquement, les pays où l'ONU doit « résoudre des conflits » sont ceux ciblés par des opérations clandestines des États-Unis.

En liaison avec le département d'État étasunien, l'OTAN et ses commissionnaires du CCG à Doha et Ryad, Feltman est l'homme de Washington derrière le « plan de paix » de l'envoyé spécial de l'ONU Lakhdar Brahmi.

Entre-temps, en feignant d'accorder de l'importance à l'initiative de paix de l'ONU, les États-Unis et l'OTAN ont accéléré le processus de recrutement et la formation de mercenaires en réaction aux lourdes pertes essuyées par les forces rebelles de l'« opposition ».

La « phase finale » en Syrie proposée par les États-Unis n'est pas le changement de régime, mais la destruction de l'État-nation que constitue la Syrie.

Le déploiement des escadrons de la mort l'« opposition » ayant pour mandat de tuer des civils relève de cette entreprise criminelle.

« Le terrorisme à visage humain » est défendu par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies qui représente le porte-parole des « interventions humanitaires » de l'OTAN en vertu de la doctrine de la « responsabilité de protéger » (R2P).

Les atrocités commises par les escadrons de la mort des États-Unis et de l'OTAN sont imputées nonchalamment au gouvernement de Bachar Al-Assad. Selon la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Navi Pillay :

« Ces importantes pertes de vies auraient pu être évitées si le gouvernement syrien avait choisi un autre chemin que celui de la répression sans pitié de ce qui étaient au départ des manifestations pacifiques et légitimes de civils non armés. » (Cité dans Stephen Lendman, [UN Human Rights Report on Syria: Camouflage of US-NATO Sponsored Massacres](#), Global Research, 3 janvier 2012.)

« L'indicible objectif » de Washington consiste à diviser l'État-nation syrien en plusieurs entités politiques « indépendantes » selon des frontières ethniques et religieuses.

Article original : [Terrorism with a "Human Face": The History of America's Death Squads](#)

Traduction : Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#)

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation](#), [La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en plus de 20 langues).



[Guerre et mondialisation](#)



[Mondialisation de la pauvreté.](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2013

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He

is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca